

# L'Autriche bascule à droite toute

- Sebastian Kurz, le jeune leader des Conservateurs autrichiens, remporte les législatives.
- Il deviendra chancelier à 31 ans.
- Mais avec qui va-t-il gouverner ? L'extrême droite et les sociaux-démocrates sont au coude-à-coude. Les Verts s'effondrent.

Laure de Charette  
Correspondante à Vienne

**I**l se dit "trop jeune" pour devenir papa, mais se verrait bien chancelier ! A 31 ans, Sebastian Kurz est, sans surprise, le grand vainqueur des élections législatives anticipées, qu'il avait provoquées en prenant la direction du parti conservateur en mai. "Ce n'est pas le triomphe annoncé pour son parti l'ÖVP. Mais il peut clairement se positionner pour le poste de chancelier", analyse Guido Tiemann, professeur de politique européenne à l'Institut de recherches avancées de Vienne. "Wunderwuzzi", "l'enfant prodige" dicit les médias autrichiens, aura décidé tout fait très vite, au point de ne pas avoir le temps de finir ses études de droit. Sa promesse de changement a séduit les électeurs, dans un pays pourtant parmi les plus prospères d'Europe.

## Une cinquantaine de députés populistes

L'autre grande gagnante de ce scrutin, c'est l'extrême droite (FPÖ), avec 26 % des suffrages, à égalité avec les sociaux-démocrates (SPÖ). Les populistes compteront désormais 50 députés, soit douze de plus qu'actuellement. Le score du FPÖ est historique, dans la veine de celui obtenu en 2000 par le sulfureux Jörg Haider, et deux fois supérieur à celui de l'AfD

en Allemagne le mois dernier. "C'est certainement le plus beau jour de sa carrière pour Heinz-Christian Strache, le chef du parti", poursuit Guido Tiemann.

Cet ancien proche des réseaux néonazis a tempéré son discours ces derniers mois. Adieu le slogan de ses débuts : "Daham statt Islam" ("La patrie, plutôt que l'islam"), au profit de "Fairness" ("Justice"), un terme élastique qui va de la baisse des impôts à la suppression des aides aux migrants. Marié à une mannequin de 20 ans sa cadette, celui qui taxe Angela Merkel de "femme la plus dangereuse d'Europe" et Bruxelles de "monstre bureaucratique", a tout de même jugé le vendredi 13 octobre, lors d'un meeting à Vienne, que "dans certains pans de la société, nous devenons une minorité dans notre propre pays. Débarrassons-nous de ce gouvernement, avant que les Autrichiens ne disparaissent". Il a visiblement été entendu par près d'un quart des électeurs, vent debout contre l'immigration depuis que des dizaines de milliers de réfugiés ont pénétré dans leur pays en 2015.

Place aux perdants. La bérézina annoncée des sociaux-démocrates du SPÖ n'a pas eu lieu. Et leur leader, l'actuel chancelier Christian Kern, qui était allé jusqu'à s'improviser livreur de pizzas pour convaincre à domicile des électeurs, évite le

C'est la catastrophe pour les Verts, sous la barre des 4 %, éjectés du Parlement, alors même que le président autrichien est écologiste !

fiasco, malgré une fin de campagne nauséuse marquée par un scandale de "fake news". En revanche, c'est la catastrophe pour Les Verts, sous la barre des 4 %, éjectés du Parlement, alors même que le président autrichien est écologiste !

## L'Europe inquiète

L'ÖVP et le FPÖ vainqueurs, tenants d'une droite dure, pourraient former une coalition, comme ils l'ont déjà fait de 2000 à 2007, suscitant un tollé en Europe. "Gouverner avec un partenaire comme le FPÖ ne fera pas bonne impression en Europe", redoute le quotidien "Der Standard".

A l'heure de la montée du populisme en Allemagne, en Hongrie et en Pologne, la bascule vers la droite de l'Autriche pourrait infléchir la ligne jusqu'à présent europhile du pays, et entraîner un rapprochement avec le groupe de Visegrad, farouche défenseur d'une politique migratoire restrictive. De quoi donner des sueurs froides à l'Union Européenne...

*"Dans certains pans de la société, nous devenons une minorité dans notre propre pays. Débarrassons-nous*

*de ce gouvernement, avant que les Autrichiens ne disparaissent."*

Heinz-Christian Strache  
Chef du FPÖ.

## Épingle

## Le pays du Red Bull

L'Autriche est dotée d'un solide secteur touristique et d'une agriculture à haute valeur ajoutée. Elle bénéficie également d'un tissu industriel de pointe et d'une situation géographique qui lui ont permis d'être l'un des principaux gagnants de l'élargissement de

l'UE à l'Est. Les boissons Red Bull et Pango, les motos KTM, les bonbons PEZ, les pistolets Glock, les cristaux Swarovski : ces marques autrichiennes ont conquis le monde. Les exportations sont le principal moteur de l'économie. Le pays compte aussi des leaders mondiaux pour l'ingénierie (Andritz) ou encore les aciers

spéciaux (Voestalpine). Après une période de creux, tous les indicateurs sont à nouveau au vert avec une progression du PIB de 2,8 % attendue en 2017 et 2018, et un des quatre plus bas taux de chômage de la zone euro. Mais le montant des charges et les lourdeurs administratives freinent la compétitivité, selon des analystes.

# Des électeurs sous le charme de Sebastian Kurz

Reportage Laure de Charette  
Correspondante à Vienne

**D**evant l'école primaire où Sebastian Kurz est venu voter ce dimanche matin, quelques habitants de Meidling, un district populaire de la capitale autrichienne, discutent au soleil.

Kristine et Gerlinde, deux grands-mères du quartier, sont venues voir le héros du jour, qu'elles connaissent bien. *"Il était dans la classe de mon fils, et on le voit souvent dans la rue ou le métro !"* Pour elles, qui ont toujours voté pour l'ÖVP, Sebastian Kurz *"est un jeune homme charmant, le seul capable de changer l'Autriche, notamment sur la question des étrangers"*. *"Il y en a beaucoup trop dans le quartier, des Turcs, des Soudanais, des Syriens, ils arrivent de partout ! s'emporte la vieille dame. Il faut lui donner sa chance, on place beaucoup d'espoir en lui."*

Non loin d'elles, Gerlenda, 51 ans, qui soutient indifféremment un parti puis l'autre au fil des élections, ne tarit pas d'éloges sur le leader des chrétiens-conservateurs. *"Il a une force intérieure, des opinions très affirmées, ce n'est pas une girouette comme les autres hommes politiques. Et puis il est élégant, il inspire confiance ! Il a d'ailleurs très bonne réputation en Europe"* affirme-t-elle.

Justement, le voilà, Sebastian Kurz, à pied, main dans la main de sa petite amie, une blonde trentenaire souriante. Il salue quelques badauds, l'air décontracté sans cravate, s'avance sous la mitraille des photographes, aide l'un deux à se relever, avant de s'engouffrer dans le bureau de vote.

*"C'est un bon orateur, très pro malgré ses 31 ans. Il ne commet aucun faux pas"*, confie un journaliste autrichien qui le suit depuis des mois. *"Il assure le spectacle"*, persifle Lazlo, un entrepreneur d'origine

hongroise de 38 ans, pourtant très séduit par Kurz à ses débuts. *"J'ai toujours voté pour les Verts, mais je me suis intéressé à Kurz quand il a promis de changer l'ÖVP, de recruter des têtes nouvelles et des jeunes. Mais je suis très déçu de sa campagne. Il n'a parlé que des immigrés, sans rien proposer de nouveau."*

Oliver, lui, un enseignant de 44 ans, soutient la liste de Sebastian Kurz pour des raisons pragmatiques. *"J'ai trois enfants et il a promis une réduction d'impôts de 1500 euros par enfant. Cela aiderait les familles de la classe moyenne à élever leurs enfants"*, dit-il.

Paul, 58 ans, a lui aussi voté pour le candidat ÖVP de sa circonscription. *"J'ai presque toujours voté pour ce parti, étant issu d'une famille catholique de droite. Ensuite j'ai été manager dans une grande entreprise, Austrian Airlines, donc plutôt favorable à un parti qui défend les entrepreneurs. J'apprécie beaucoup le bon sens dont Kurz a fait preuve aux ministères de l'Intégration et des Affaires étrangères."*

**"Dix ans de plus" aurait été mieux**

Son jeune âge n'est-il pas un handicap pour gouverner un pays d'Europe ? *"Peut-être que dix ans de plus lui auraient permis d'acquérir plus d'expérience, mais je pense qu'il est prêt à devenir chancelier"*, poursuit Paul. Quitte à s'associer avec l'extrême-droite, comme il s'est dit prêt à le faire ? *"Cela ne me choquerait pas, même si ce n'est pas mon premier choix, notamment car l'Europe en sera impactée"*, estime Paul.

Les grands-mères non plus n'y voient pas d'inconvénient majeur, même si Gerlinde préférerait *"que l'ÖVP obtienne la majorité au Parlement, pour gouverner seul"*. Sebastian Kurz sort du bureau de vote, le sourire toujours accroché aux lèvres. Visiblement sûr de sa victoire.

# Qui est ce groupe de Visegrad qui séduit le FPÖ autrichien ?

Europe orientale Hongrie, Pologne, République tchèque et Slovaquie en font partie.

Le groupe des pays de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) n'a pas fini de faire parler de lui, tant il aura donné du fil à retordre aux institutions européennes ces dernières années.

Engagé dans un bras de fer avec l'Union européenne (UE) sur plusieurs fronts, comme la politique migratoire, la conception de l'Etat de droit, et la souveraineté nationale des Etats membres, le V4 s'est constitué une réputation de frondeur de l'Europe, au point de s'attirer les faveurs des partis eurosceptiques tels que le FPÖ autrichien.

"Ce serait bien si nous pouvions peut-être devenir membre du groupe de Visegrad", a déclaré Heinz-Christian Strache, chef du parti d'extrême droite autrichien, qui espère entrer au gouvernement à l'issue des législatives de dimanche.

Si M. Strache invoque des "raisons historiques", le V4 est souvent perçu comme le bastion des "rebelles" de l'UE, prêts à taper du poing sur la table pour battre en brèche "le diktat de Bruxelles".

## Bucarest est intéressé

Des membres du Parti social-démocrate roumain, au pouvoir à Bucarest, ont ainsi multiplié les signes de rapprochement du V4, au grand bonheur du Premier ministre hongrois Viktor Orban qui a déclaré qu'il "laissait la porte ouverte" à la Roumanie.

"On a vu, chez les politiciens roumains, naître une rhétorique semblable à celle de Viktor Orban, avec cette idée que la Roumanie n'est qu'une colonie de l'Occident, celle dont le milliardaire George Soros veut contrôler la politique et cette volonté de revenir à une famille traditionnelle et à un conservatisme social", note Paul Ivan, du European Policy Centre. Et d'ajouter : "Mais ce qui dérange en réalité les politi-

ciens roumains, c'est la lutte anticorruption que soutient l'UE."

## Des fondateurs prestigieux

Aujourd'hui courtisé par les populistes, le groupe de Visegrad fut pourtant créé en 1991 sous les auspices du Premier ministre hongrois Jozsef Antall, du président tchèque Vaclav Havel et de son homologue polonais Lech Walesa, soit trois figures emblématiques de la lutte pour la liberté et la démocratie de l'autre côté du Mur.

"Ces pays étaient concernés par l'ouverture des négociations d'adhésion à l'Union européenne, mais aussi par la volonté de faire sortir définitivement l'Union soviétique et ses armées de leur territoire", se souvient Georges Mink, directeur de recherche émérite au CNRS, spécialiste de l'Europe centrale et orientale. "Le groupe a été pionnier dans les réformes menées", note le politologue roumain Cristian Pirvulescu.

Les pays du V3 – devenu le V4 après la scission de la Tchécoslovaquie en 1993 – intègrent l'Otan en 1999, avant d'entrer dans le giron de l'UE en 2004.

"L'importance du groupe s'est ensuite estompée, avant que Viktor Orban le ravive et le transforme en une organisation qui milite pour des intérêts particuliers", explique M. Pirvulescu.

En 2015, Budapest, Varsovie, Bratislava et Prague se resserrent les coudes pour s'opposer au mécanisme de relocalisation de réfugiés depuis la Grèce et l'Italie, adopté par les Etats membres au plus fort de la crise migratoire.

Ces pays prônent une "ligne dure" en termes de migration et "une solidarité flexible" – entendez : celle qui permet de garder les réfugiés bien loin de leur territoire.

Ce conflit a eu l'effet de dévoiler un certain fossé culturel et politique entre l'Europe occidentale et orientale, que

l'on pensait depuis longtemps enterré, et de sortir le groupe de Visegrad de l'anonymat sous

la forme d'un bloc opposé à bien des valeurs européennes. Une image renforcée par le modèle de démocratie "illibérale" promu par la Hongrie et la Pologne, dont les tentatives de musellement de la justice ont mis la Commission européenne en alerte.

Or, selon Paul Ivan, l'opposition à l'accueil des réfugiés tient moins "d'une position de facto anti-européenne", que "d'une certaine peur de l'étranger et des considérations culturelles et historiques".

De plus, les pays du V4 ne parlent pas toujours d'une seule et même voix. Jaroslaw Kaczynski, homme fort de la Pologne, nourrit une haine irrationnelle à l'égard de Moscou qu'il accuse d'avoir assassiné son frère jumeau, tandis que Viktor Orban cultive son amitié avec le président russe Vladimir Poutine et vient de signer un contrat avec le géant russe de l'énergie Rosatom.

## Pas "un bloc constant"

Georges Mink note également que "face au rouleau compresseur du président français Emmanuel Macron, qui a un projet européen très ambitieux", les dirigeants hongrois, polonais et tchèque freinent des quatre fers, craignant de se retrouver sur le côté d'une Union renforcée. Mais le Premier ministre slovaque Robert Fico a fait savoir que la place de la Slovaquie était "dans le noyau dur" de l'UE, "proche de la France, de l'Allemagne".

Dès lors, selon Georges Mink, "le groupe de Visegrad ne peut pas devenir un bloc constant, permanent, développé à la manière du Benelux. Il y a trop d'intérêts contradictoires en jeu. Ils peuvent avoir des intérêts ponctuels communs, comme sur la politique migratoire, mais lorsqu'on parle plus idéologie et moins pragmatisme, on voit tout de suite apparaître des fissures".

Maria Udrescu

Le groupe de Visegrad a été créé en 1991 par Jozsef Antall, Vaclav Havel et Lech Walesa, trois figures emblématiques